

20 JUIN 2025

Arrêté préfectoral complémentaire du
portant modification des conditions d'exploitation de la carrière de sables et graviers
située lieu-dit *La Borie Blanche* sur le territoire de la commune d'Albi

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1^{er} octobre 2024 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de Préfet de Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 7 juin 2023 portant nomination de Monsieur Sébastien SIMOES, sous-préfet d'Albi, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 11 avril 2012 autorisant l'exploitation d'une carrière de sables et graviers au lieu-dit *La Borie Blanche* sur le territoire de la commune d'Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 16 février 2024 approuvant le schéma régional des carrières de la région Occitanie ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Sébastien SIMOES, sous-préfet d'Albi, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance concernant la modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière susvisée, déposé le 17 juin 2024 en préfecture du Tarn complété le 17 mars 2025 ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas déposé le 17 juin 2024 auprès de la préfecture du Tarn ;
- Vu** la dispense d'évaluation environnementale en date du 10 avril 2025 ;
- Vu** le courriel adressé le 27 mai 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
- Vu** le courriel en réponse de l'exploitant en date du 6 juin 2025 ;
- Vu** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 31 mars 2025 ;

Considérant que l'extension est réalisée sur une parcelle agricole enclavée à l'autorisation actuelle ;

Considérant que la remise en état est modifiée et adaptée au regard des enjeux écologiques et hydrogéologiques ;

Considérant que la gestion des eaux de nappe en période de hautes eaux combinée aux eaux de ruissellement est assurée par le réseau de fossés redimensionnés au regard de l'extension ;

Considérant que les garanties financières sont ajustées au nouveau phasage de l'exploitation ;

- Considérant** que les modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant** que l'ensemble des modifications sollicitées ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;
- Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
- Considérant** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture du Tarn.

Arrête

Article 1 :

Les dispositions de l'**article 1** de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2012 susvisé sont modifiées par les dispositions suivantes :

Article 1 : Autorisation

La SAS CEMEX GRANULATS SUD OUEST, dont le siège social est situé 13 rue du Capricorne 94150 RUNGIS, est autorisée à exploiter , à ciel ouvert, une carrière de sables et graviers sur les parcelles section CP lieu-dit Borie Blanche n° 14, 16, 17, 19, 41, 42, 66 et 68 représentant une superficie de 17 ha 04 a 05 ca du territoire de la commune d'Albi.

Article 2 :

Les dispositions de l'**article 2** de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 2 : Rubrique de classement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

L'activité exercée sur le site relève de la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Eléments caractéristiques	Régime
2510-1	Exploitation d'une carrière	Production annuelle maximale de 250 000 tonnes Production moyenne annuelle de 100 000 tonnes	Autorisation

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent aux installations de stockage de déchets inertes et des terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement et aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

Article 3 :

Les dispositions de l'**article 4** de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 4 : Validité de l'autorisation

*L'autorisation, valable jusqu'au **11 avril 2034**, est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriétés ou des contrats de forage dont est titulaire le*

bénéficiaire. Cette durée inclut la remise en état complète des terrains visés à l'article 1^{er}.

Cette autorisation cesse d'avoir effet dans le cas où elle n'aurait pas été utilisée dans les trois ans suivant sa notification ou dans le cas où l'exploitation serait interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf en cas de force majeure.

Article 4 :

Les dispositions de l'article A3 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

A3-1 Eaux de ruissellement

L'exploitant conserve les fossés routiers de la route départementale n° 27 à l'Ouest et de la voie communale n° 53 au Sud et crée un merlon périphérique afin que les eaux pluviales provenant de l'extérieur du site ne puisse pénétrer à l'intérieur.

Les eaux de ruissellement des zones en exploitation du site sont dirigées vers les points bas de l'excavation.

Les fossés et buses sont aménagés conformément à l'annexe 1 jointe au présent arrêté.

La destruction ou le remaniement d'un fossé de drainage, est réalisé en dehors de la période de reproduction de la batrachofaune (février à mai).

Un protocole d'entretien des buses et des fossés est mis en place de façon à permettre l'évacuation des eaux.

A3-2 Eaux souterraines

• A3-2-1 Suivi des eaux souterraines

L'exploitant assure un suivi semestriel quantitatif et qualitatif de la nappe phréatique à travers un réseau de points de contrôle (piézomètres et puits) disposés autour du site suivant le plan joint en annexe de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2012.

Le suivi quantitatif s'exerce à minima sur les points de contrôle repérés 16, 22, 25, 29, 41, 42 du plan précité.

Le suivi qualitatif s'exerce sur les points de contrôle repérés 16, 29, 39, 25, 42, 22, 41 du plan précité.

Les paramètres mesurés sont :

- le pH,
- la conductivité,
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.),
- la demande biologique en oxygène (D.B.O),
- la concentration en hydrocarbures.

Les résultats des mesures doivent être transmis à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après leur réalisation. Ces résultats seront accompagnés de commentaires sur les causes des valeurs anormalement constatées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Les valeurs de référence doivent être notifiées sur les documents transmis.

• A3-2-2 Protection des eaux souterraines

Des fossés de drainage de la nappe sont mis en place lors de l'exploitation du site. Ils ont pour fonction de drainer les éventuelles remontées de nappe en hautes eaux, en amont des secteurs remblayés. En affleurant, ces eaux deviennent superficielles et sont alors évacuées vers l'exutoire existant au Nord du projet.

Article 5 :

Les dispositions de l'article A7 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

A7 : Entrée du site

L'accès au site se situe au Nord de la parcelle cadastrée CP19. A compter de la phase D, l'accès se situe depuis l'Ouest du site depuis la route départementale 27.

Article 6 :

Les dispositions de l'article **A10** de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

A10 : Extraction

- **A10-1:** Epaisseur et cote minimale d'extraction

La cote minimale d'extraction est fixée à 153 m NGF.

L'épaisseur moyenne du gisement est de 6 m et la découverte moyenne de 2,1 m.

- **A10-2 :** Méthode d'extraction

L'extraction des sables et graviers est réalisée à ciel ouvert, en fouille en eau, à l'aide d'une pelle hydraulique, sans utilisation d'explosif.

Les 8 premières phases auront une durée d'un an. Les 2 dernières phases seront consacrées à la remise en état du site.

Le phasage se déroule conformément aux plans en annexe du présent arrêté avec un rythme moyen d'extraction de 100 000 tonnes par an.

- **A10-3 :** Détail du phasage

Phase	Superficie extraite (m ²)	Gisement (en m ³)	Durée en années	Échéance
A	11680	47625	1	2024-2025
B	11711	47625	1	2025-2026
C	7998	47625	1	2026-2027
D	4440	47625	1	2027-2028
E	5841	47625	1	2028-2029
F	5014	47625	1	2029-2030
G	4863	47625	1	2030-2031
H	6693	47625	1	2031-2032
I-J		-	2	2032-2034
Total	58240	381000	10 ans incluant la remise en état	2034

- **A10-4 :** Stockage des déchets inertes et terres non polluées résultant de l'exploitation

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Article 7:

Les dispositions de l'article **A11-2** de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

- **A11-2 :** Remise en état

La remise en état doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation. Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité du site,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Sur la partie Est, le réaménagement est à vocation agricole. Un suivi agronomique des terres avant et après exploitation est réalisé.

Sur la partie Ouest du site, le réaménagement est à vocation écologique. Un plan d'eau d'environ 1,7ha est préservé. Une mare ainsi qu'une plateforme est aménagée pour le petit Gravelot. Un chemin piétonnier est mis en place afin de permettre l'accès au plan d'eau final.

Des haies supplémentaires sont plantées en partie Sud et Est du site.

Le réaménagement est coordonné à l'exploitation et conforme au plan joint en annexe 3 du présent arrêté.

Le réseau de fossés est conservé.

Article 8 : Mesures en faveur de la biodiversité

Le merlon localisé en partie Nord-Ouest du site ainsi que la haie plantée en partie Ouest sont préservées au terme de l'exploitation.

Les différents travaux menés sur la carrière respectent le calendrier écologique suivant :

Travaux	Période
Débroussaillage	Septembre et octobre
Décapage	Septembre et octobre
Destruction des merlons temporaires et des stocks de stériles	Entre fin août et octobre
Remblaiement du plan d'eau	Entre fin septembre et fin janvier
Réaménagement des berges d'une partie du plan d'eau conservé	Entre fin septembre et fin janvier

Le remblaiement successif du plan d'eau d'extraction démarre en dehors des périodes de reproduction de l'avifaune des milieux aquatiques et amphibiens, soit entre fin septembre et fin janvier. Par la suite, le remblaiement sera réalisé sans interruption, à l'avancement de l'exploitation et en conditions sèches. Si les travaux de remblaiement doivent être interrompus pendant plus de deux semaines, la reprise doit être effectuée après vérification de l'absence d'enjeu sur le secteur par un écologue.

Une plateforme favorable à la nidification du petit gravelot est réalisé dès la phase A à l'aide de graviers sur une surface d'environ 2500m² (localisée en partie Ouest non remblayée du plan d'eau).

Un chapelet de mares est créé à proximité de la haie à l'Ouest du site.

Environ 500 mètres de haies supplémentaires sont plantées en phase de réaménagement.

Un ensemencement (prairie) est réalisé chaque année sur la zone entourant la partie du plan d'eau.

Article 9 : Suivi écologique

Un suivi écologique de la carrière est réalisé sur les trois premières phases d'exploitation, sur la cinquième et huitième phase. Un compte-rendu de ce suivi est disponible et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 10 :

Les dispositions de l'article **A23-1** de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

A23-1 : Montant

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer la remise en état correspondant à ladite période. Le montant des garanties financières mentionné ci-après est indexé sur l'indice **TP01 du mois de mars 2025**.

Ce montant est de :

Phases / Durée	Montant
Première (1 à 5 ans)	370 173 €
Deuxième (6 à 10 ans)	273 164 €

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspection des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

Article 11 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° du l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2°.

« Article R. 181-51 du code de l'environnement :

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 12 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Albi en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire d'Albi dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée identique.

Article 13 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire d'Albi sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société CEMEX Granulats Sud Ouest.

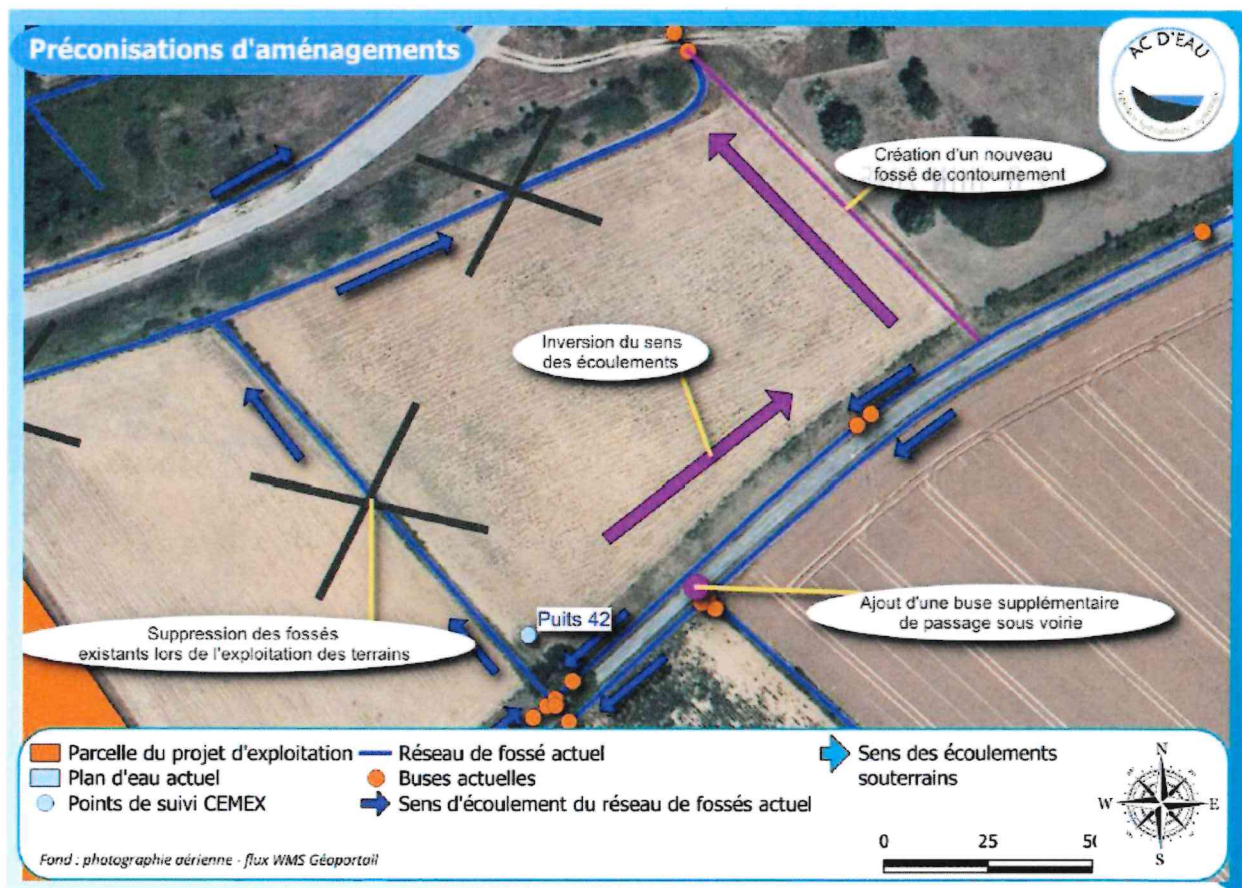
Fait à Albi, le **20 JUIN 2025**

**Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,**

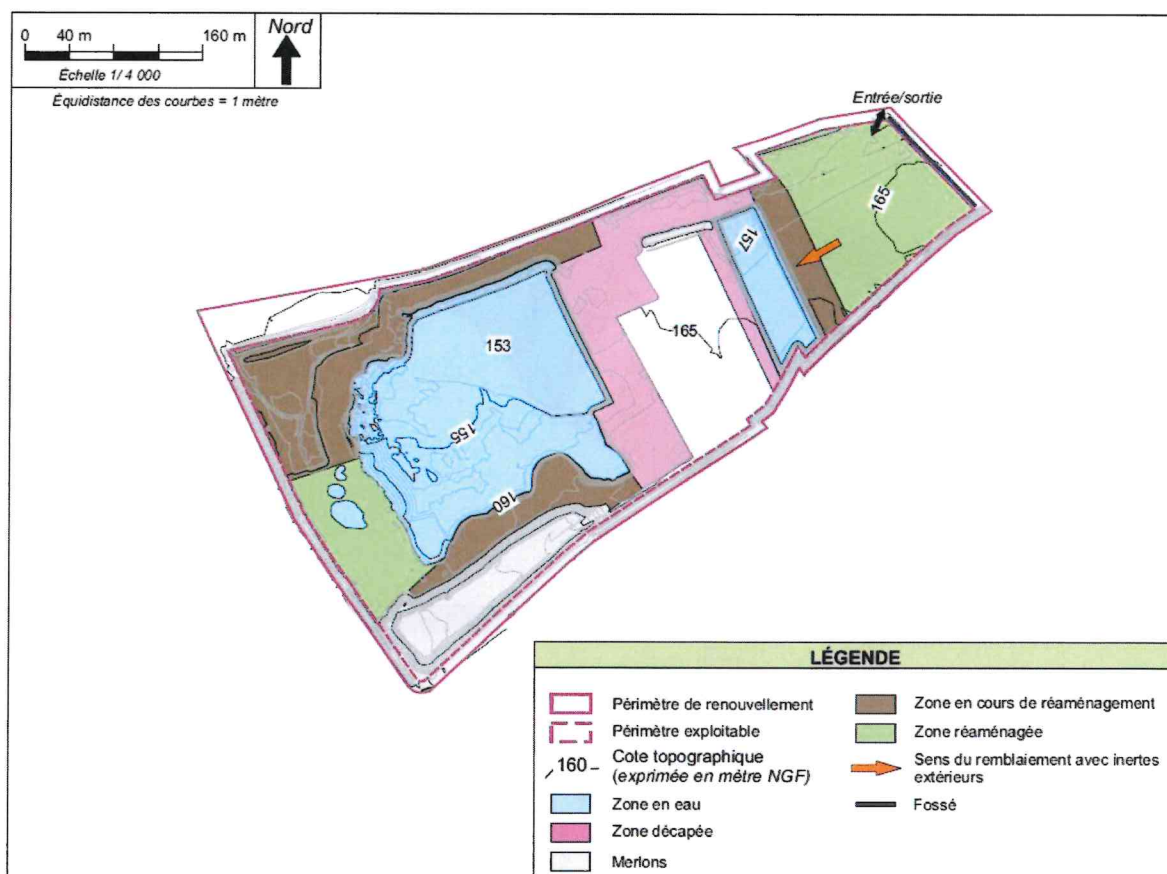
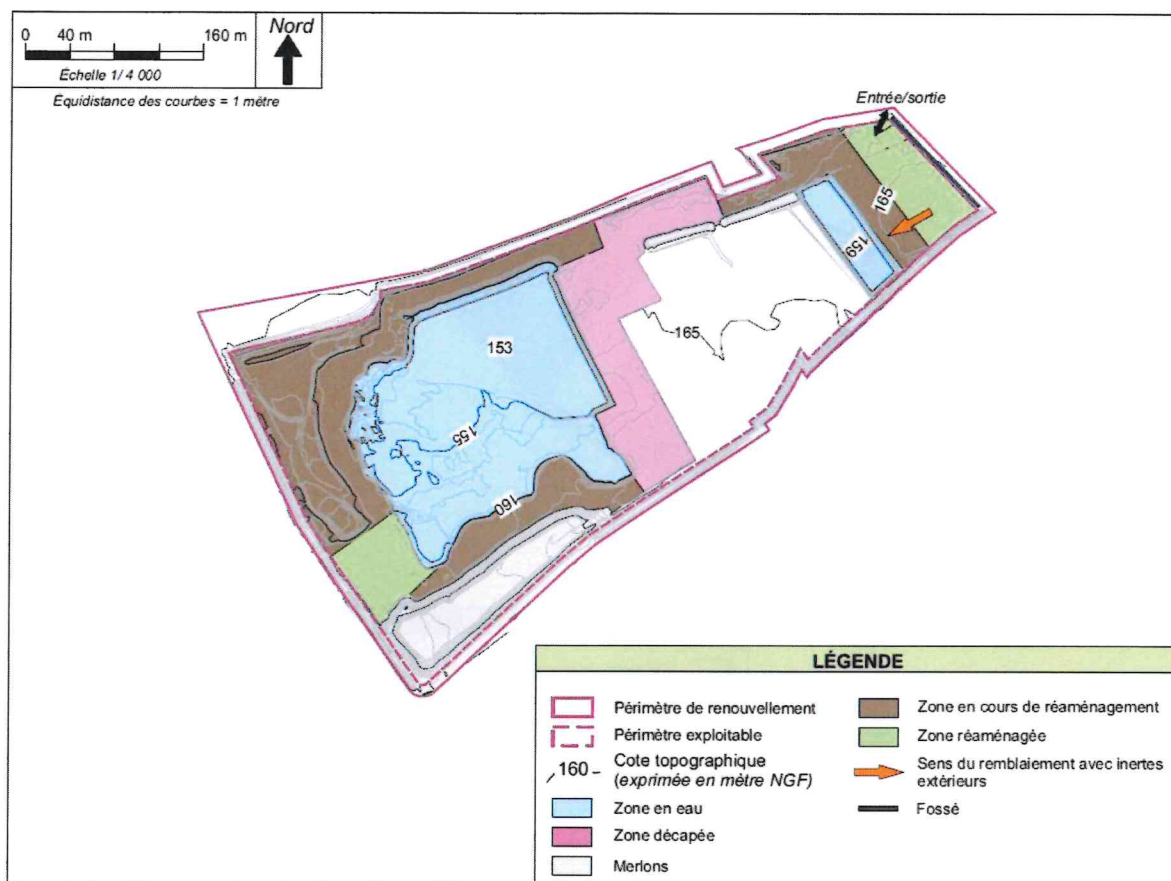


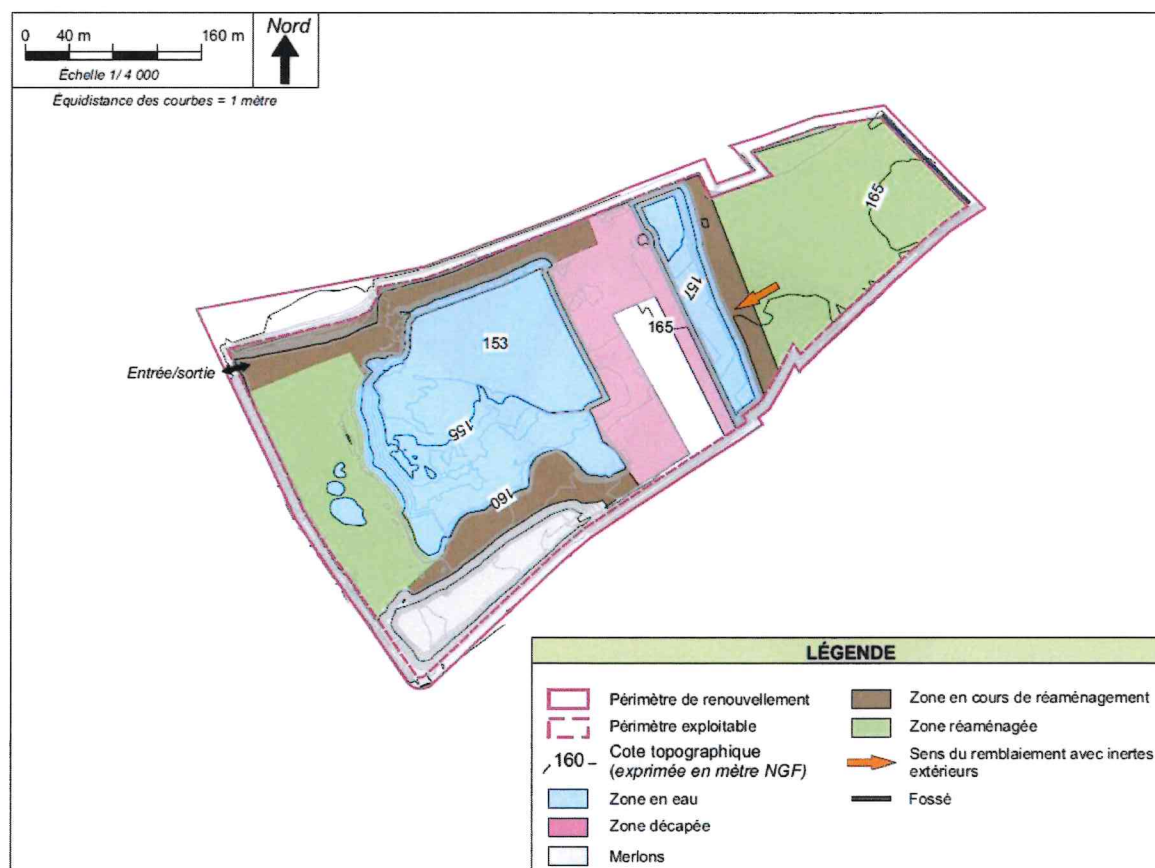
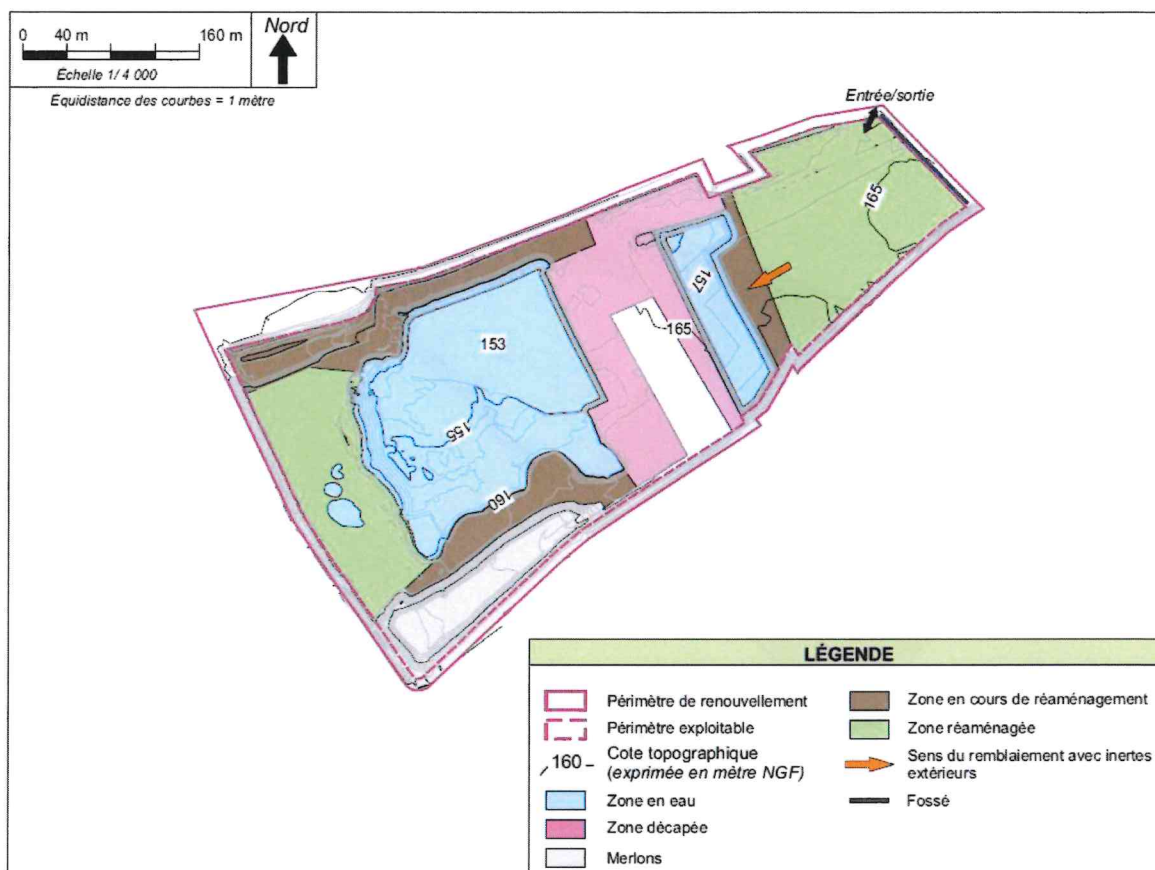
Sébastien SIMOES

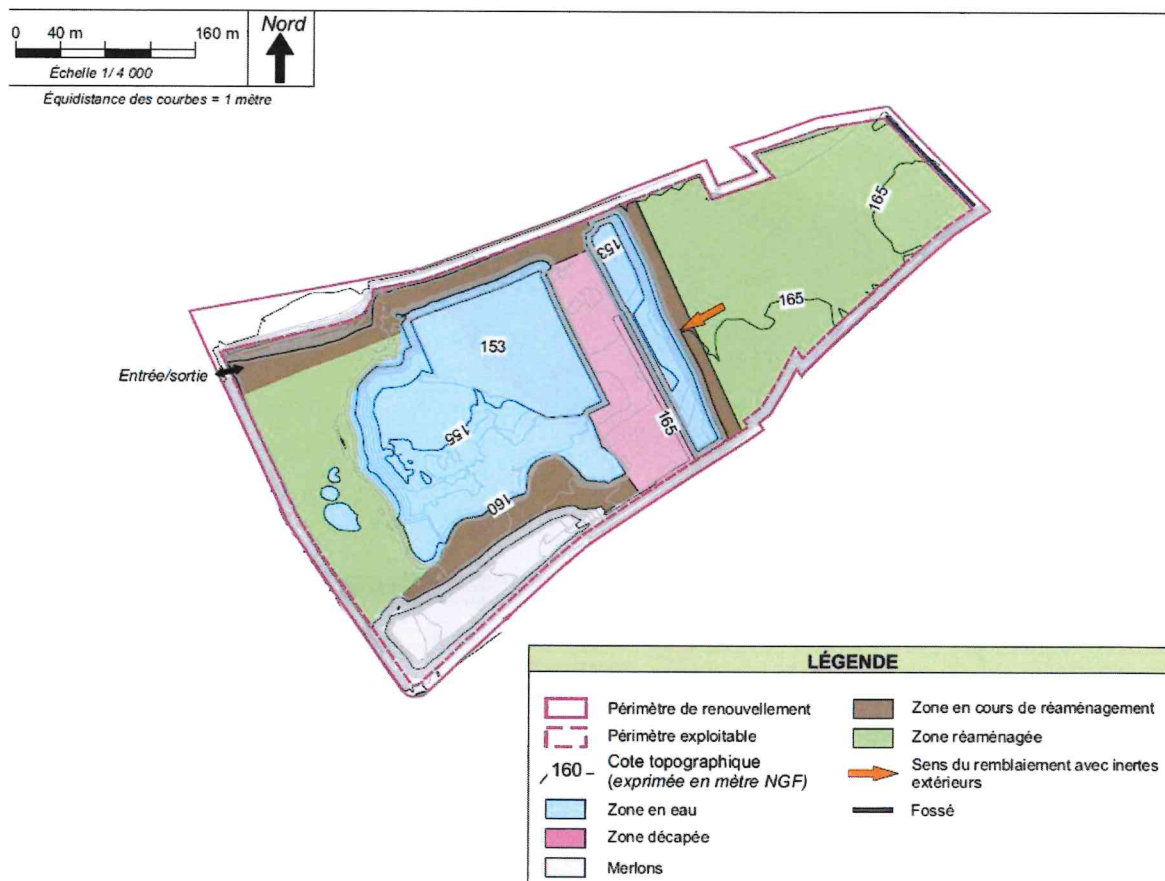
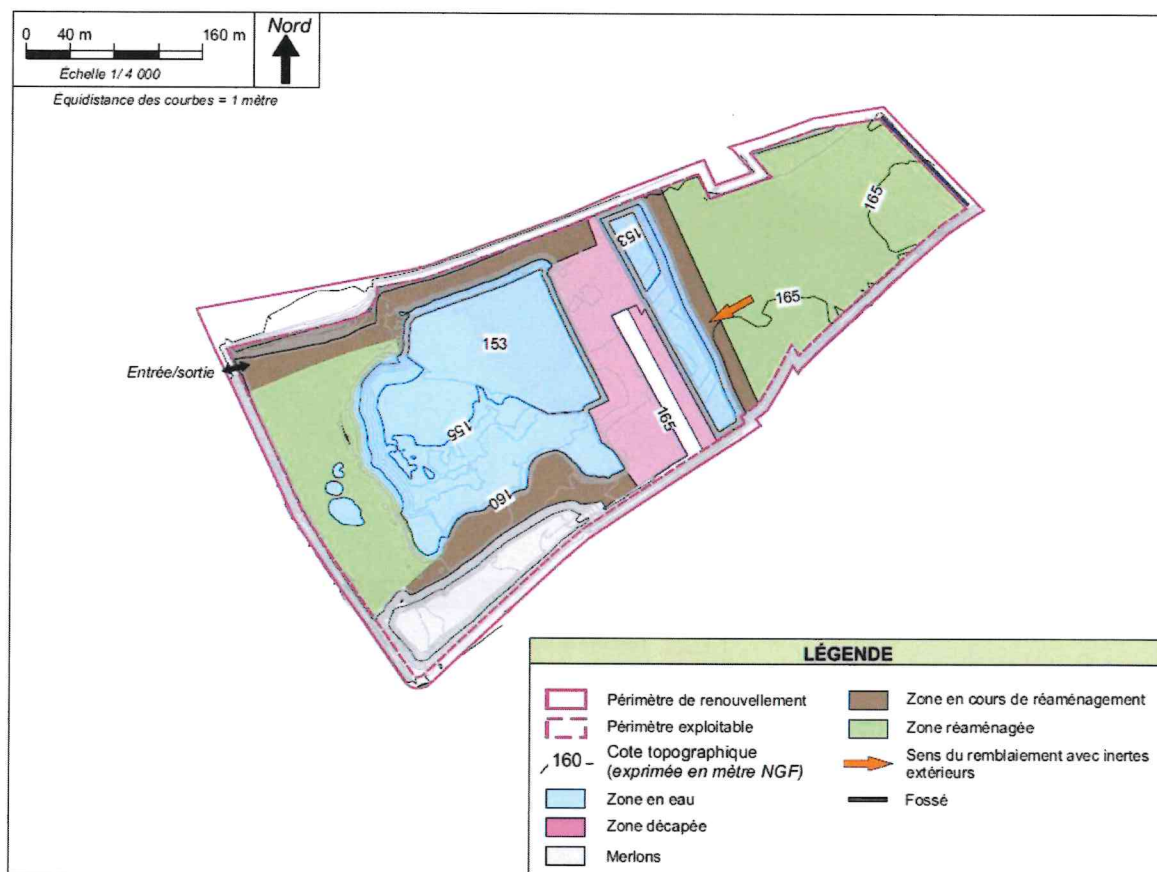
ANNEXE 1 : AMÉNAGEMENT DES FOSSES

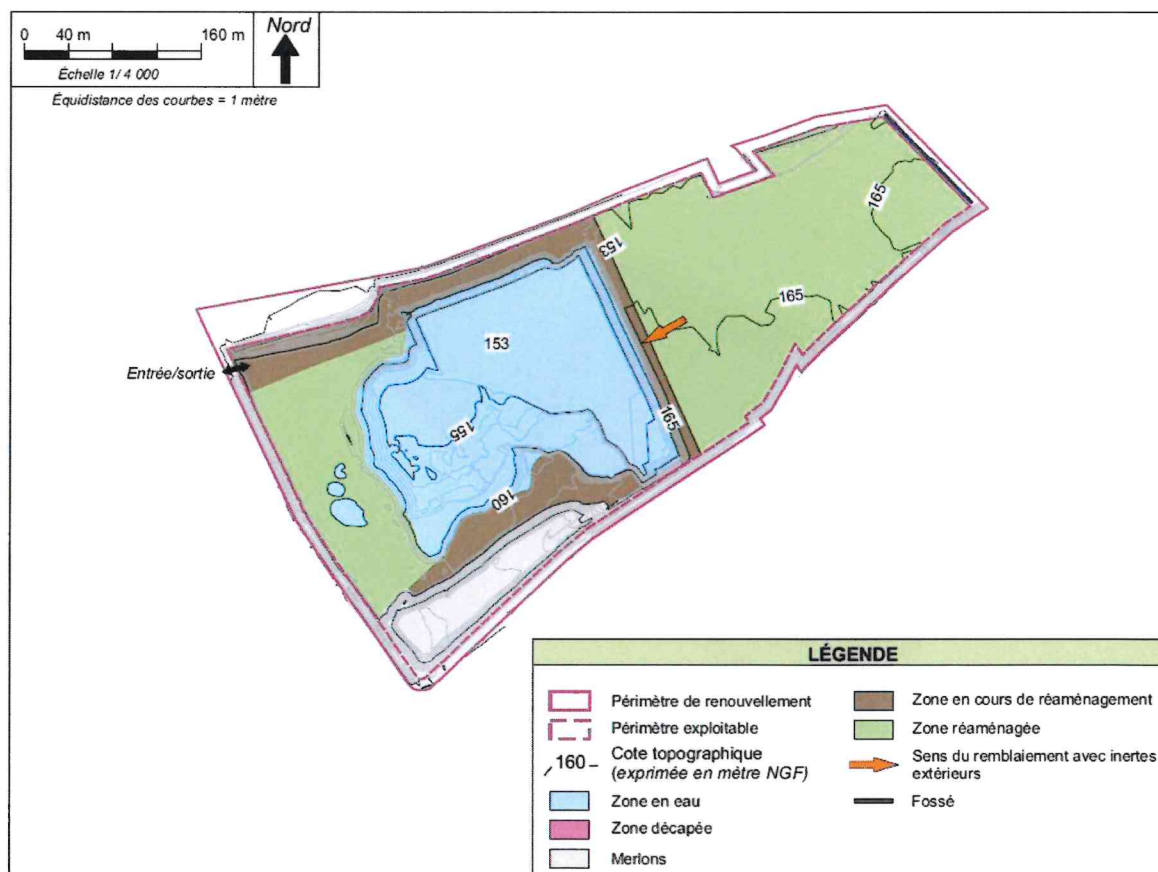
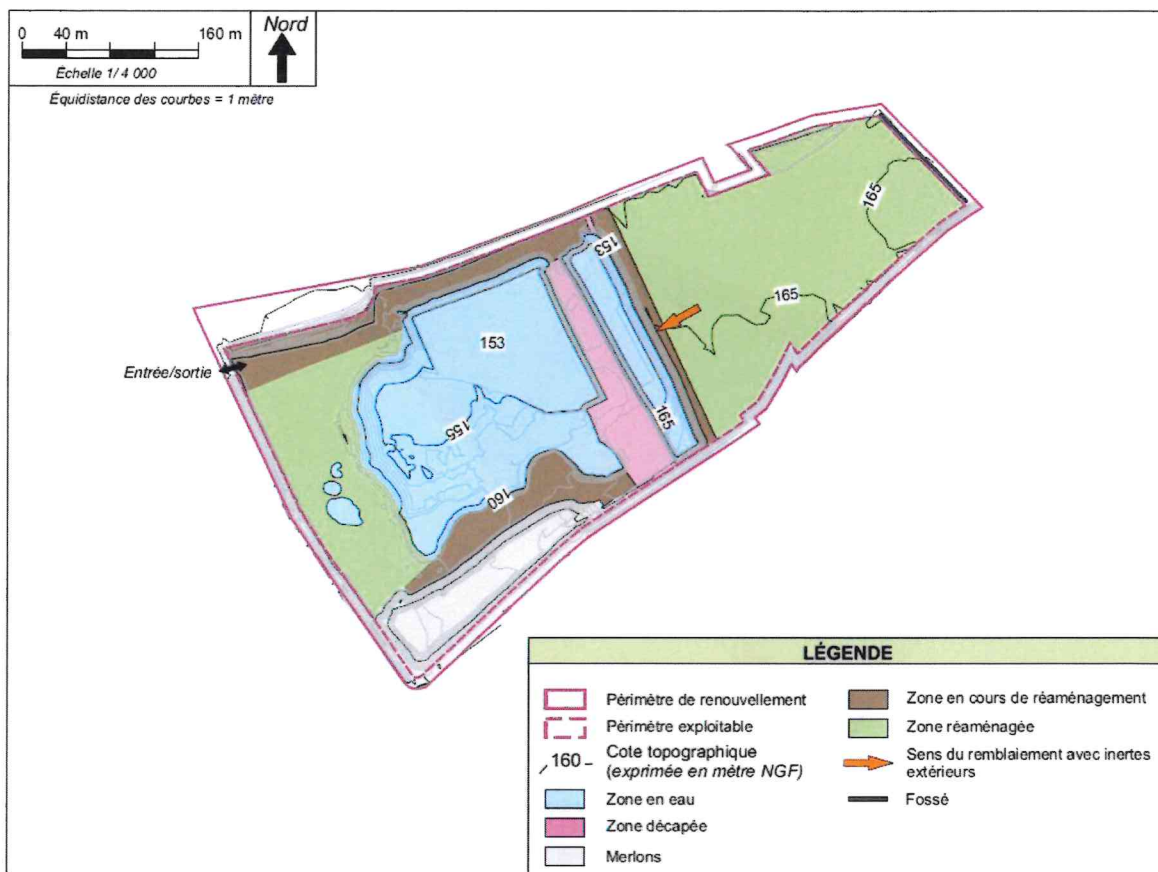


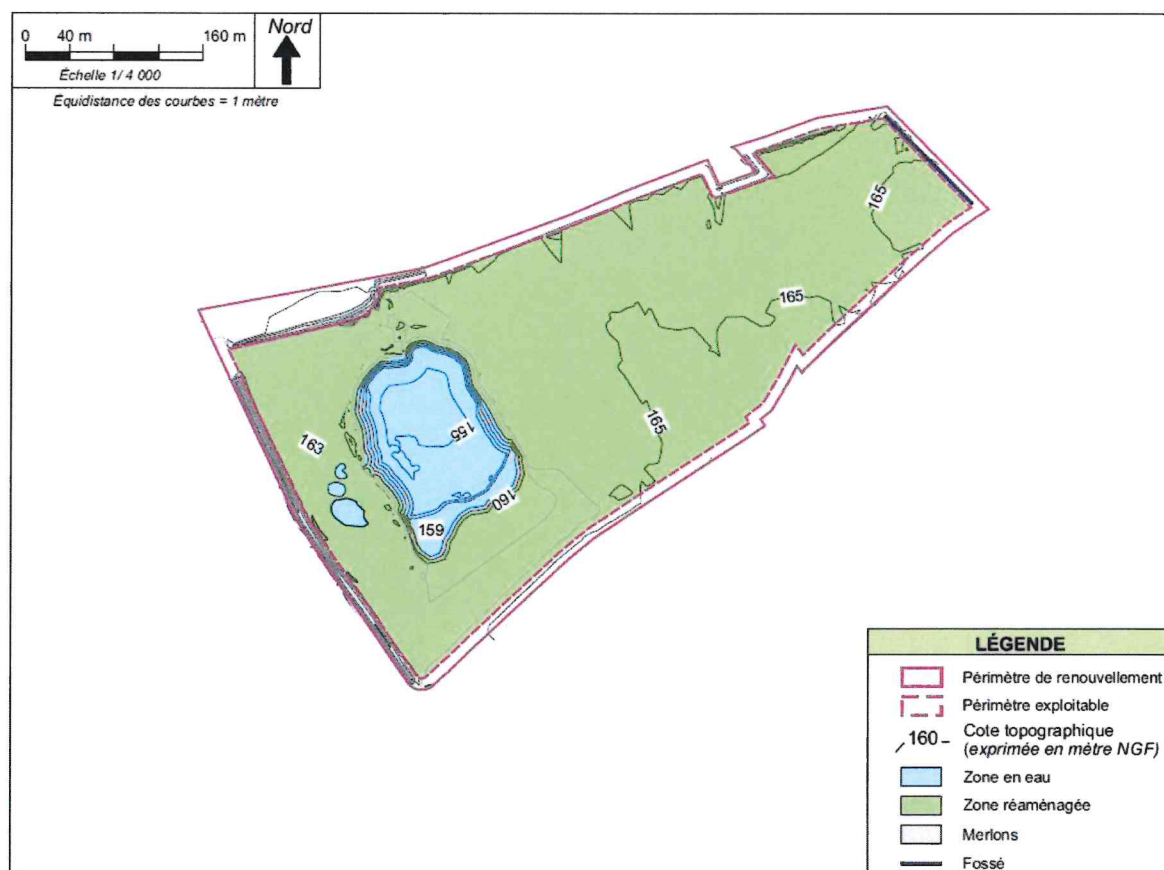
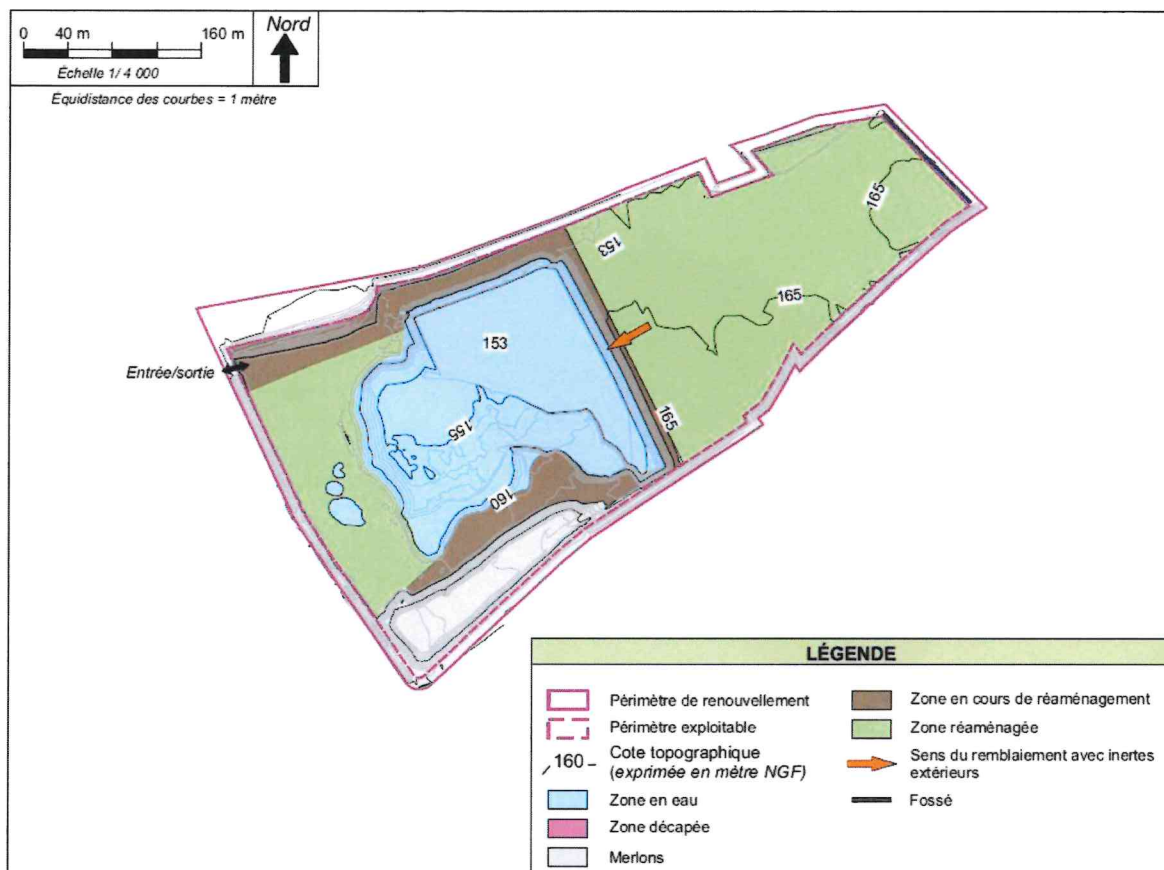
ANNEXE 2 : PLANS DE PHASAGE



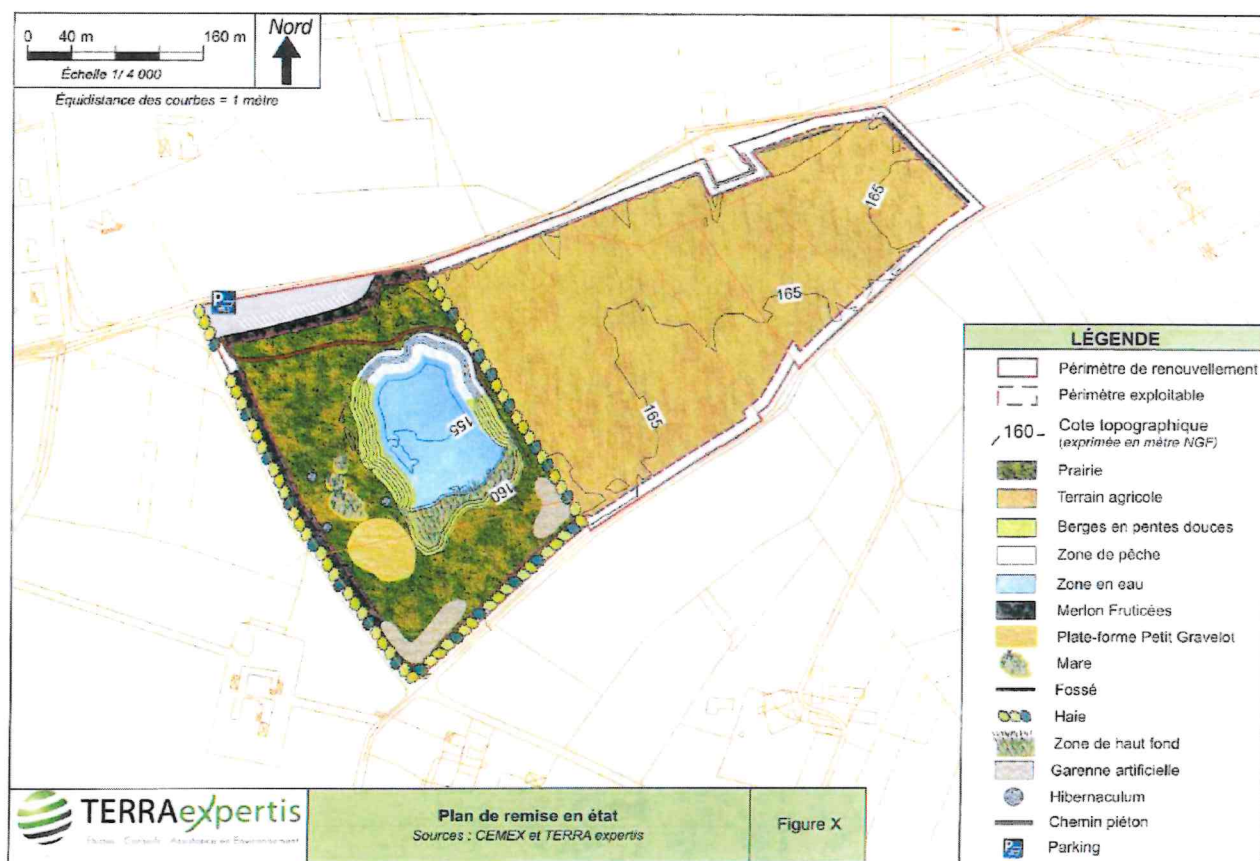








ANNEXE 3 : PLAN DE REMISE EN ÉTAT



ANNEXE 4 : LOCALISATION DES POINTS DE SUIVI



